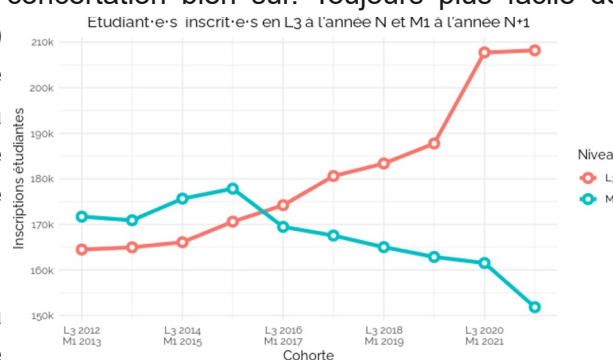


Etablissement Pour l'Elite

Macha Woronoff a récemment communiqué sur le futur établissement expérimental, confirmant ce que nous vous avons annoncé lors de notre dernière lettre infos, à savoir une scission entre le premier cycle et le deuxième/troisième cycle. Tout ceci sans concertation bien sûr. Toujours plus facile de mettre les agents au pied du mur ("c'est ça ou rien") que de coconstruire avec eux. La massification de l'enseignement supérieur s'arrête aux portes de la licence et notre établissement, autonome comme jamais, s'engouffre donc dans cette vision. Une question à laquelle personne ne répond, que fait-on des étudiantes et étudiants qui n'ont pas accès au master ? Le collège universitaire va donc gérer la masse mais pas sûr que les écoles universitaires de recherche leur ouvrent leurs portes. C'est un bon signe sur la valeur de nos licences non ?



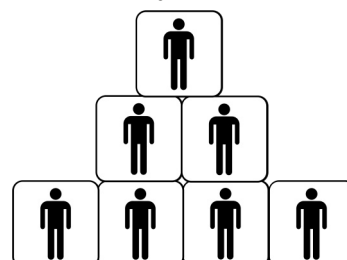
Graphique qu'on doit à la CPESR et Julien Gossa

Ce qui est sympa avec ces écoles de recherche thématiques, c'est qu'elles sont justement thématiques et que les labos et départements n'ont guère le choix que de se tortiller pour essayer de rentrer dans l'une d'elle. Cela crée des trucs totalement artificiels mais tant qu'on arrive à communiquer dessus, ça passe. Donc on monte des projets avec des chercheurs qui n'ont rien en commun, qui n'ont jamais travaillé ensemble et qui ne le feront jamais, mais tant qu'on peut gratter de l'argent à la région, pourquoi faire un projet scientifique cohérent ? Tout le monde dit que c'est absurde mais personne ne remettra ce système en question de peur de ne plus avoir accès à tout ça. Tout le monde dit également que les procédures se sont complexifiées (coucou notre VP simplification), les administratifs comme les chercheurs s'arrachent les cheveux pour essayer de comprendre les circuits, mais ce n'est pas grave, on crée des structures sur des structures sur des structures...

La communication externe, les classements, les prix individuels, les succès aux appels à projet... il n'y a plus que ça qui compte. Au détriment de la santé des agents de notre université, des conditions d'étude, et de la qualité de la recherche. Bingo.

Repyramidés

Deuxième campagne de repyramidage et c'est pas joli. Pour rappel, la LPR a mis en place une procédure de promotion interne, de maître de conférence à professeur d'université. Les résultats sont tombés pour sept des huit sections prévues. Sept maîtres de conférences sont repyramidés. En plein débat sur l'écriture inclusive, il n'y en aura pas besoin ici. Oui, vous l'avez compris, et c'est à peine croyable, sur sept repyramidés, il n'y a aucune femme. L'objectif, "par ces opérations de rendre effective l'égalité entre les femmes et les hommes" (d'après le ministère), est, comment dire, loin d'être atteint. Pour rendre cette campagne de repyramidage encore plus inique, cette deuxième vague a vu un deuxième VP repyramidé. Hâte d'être à l'année prochaine !



Danger : l'extrême-droite de plus en plus présente

L'extrême droite monte un peu partout et le milieu étudiant n'est pas épargné.

Récemment, la Cocarde, ""syndicat"" étudiant d'extrême-droite, très proche du RN, a gagné un siège au CA de l'UTBM (voir par exemple [ici](#)). C'est un de ses anciens responsables bisontins (et donc étudiant chez nous) qui avait dégradé la statue de Victor Hugo.

Au début du mois, la BU Proudhon, sur la Bouloie, a été dégradée par des pochoirs et des autocollants racistes et xénophobes du collectif Némésis, groupuscule ""feministe"" identitaire d'extrême-droite.

Lors des élections dans les conseils centraux en 2020, plusieurs adhérents au Rassemblement National avaient déjà essayé de noyauter une liste étudiante. La grande différence en moins de quatre ans est qu'ils ne se cachent plus. Ils font même les marioles sur les réseaux sociaux.

Tous ces faits sont extrêmement inquiétants et doivent nous alerter collectivement. La CGT est un syndicat qui combat l'extrême droite et nous continuerons à le faire. Finissons cet article par un extrait de nos statuts :

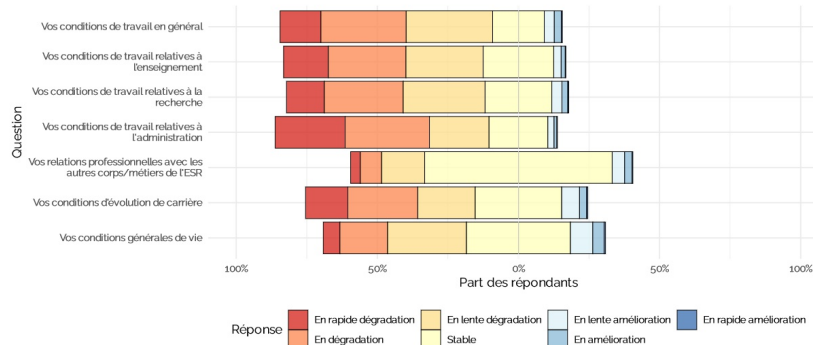
« Elle [La CGT, ndlr] agit pour une société démocratique, libérée de l'exploitation capitaliste et des autres formes d'exploitation et de domination, contre les discriminations de toutes sortes, le racisme, la xénophobie et toutes les exclusions. Elle agit pour promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes, les libertés et les droits syndicaux, le plein exercice de la citoyenneté, la défense de l'environnement, pour la paix et le désarmement, pour les droits de l'homme et le rapprochement des peuples. »

Le baromètre de l'ESR par la CPESR

(cliquez sur
l'image pour y
accéder)

Détail : Évolution des conditions de travail

« En ce qui vous concerne personnellement, comment estimez-vous l'évolution des choses suivantes ? »



Télétravail : le DGS se moque de nous

Pour rappel, l'intersyndicale a écrit au DGS pour qu'il respecte l'accord du télétravail que la présidente a voulu nous faire signer, chose qu'il n'a pas faite en refusant systématiquement les demandes de plus de deux jours, malgré l'accord des chefs de service. Et le DGS a répondu, complètement à côté. A la limite, en venant quémander, avec l'aide des syndicats, peut-être que les agents obtiendraient quelque chose. Monsieur le DGS, ni nos agents, ni nous, sommes là pour pallier vos erreurs. Vous devez accorder ces demandes, aucune autre issue n'est envisageable.

Revenons encore plus en arrière. Nous avons refusé dans un premier temps de le signer car nous étions quasiment certains qu'il ne serait pas appliqué dans les faits. La gouvernance, revenant à la charge, et surtout en nous menaçant de ne pas faire partie du groupe de suivi si nous ne signions pas, nous avons finalement signé cet accord. Aujourd'hui, preuve nous est donnée que notre première impression était la bonne.